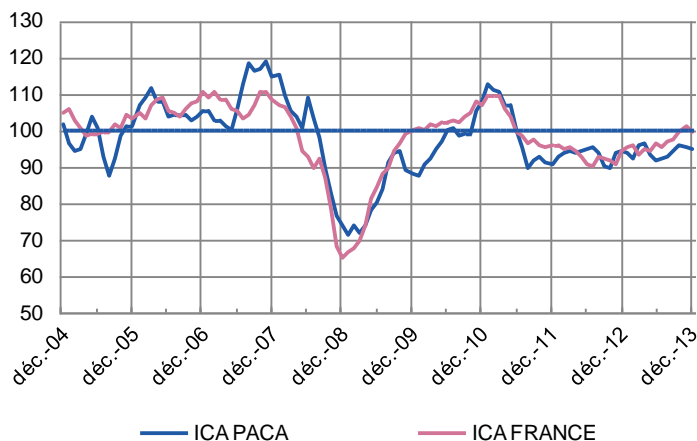


Contexte conjoncturel

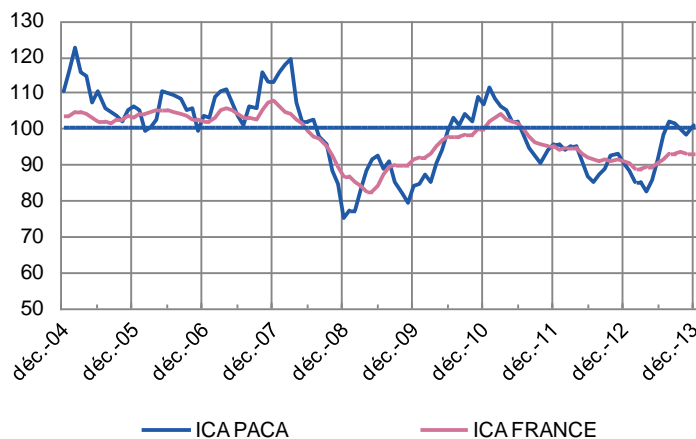
Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



Services marchands



Contexte national

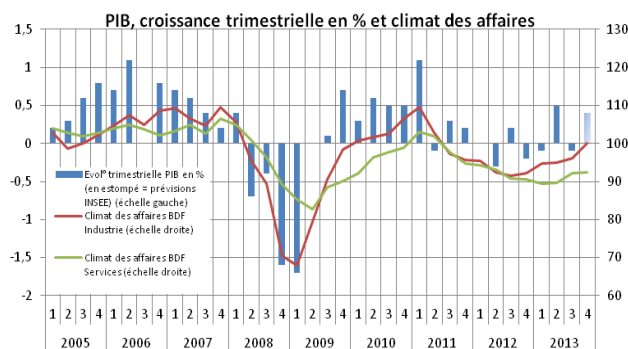
Suite au ralentissement de 2012, le climat des affaires s'est redressé dès avril 2013 dans l'industrie alors que, dans les services, il ne s'est légèrement amélioré qu'à partir du second semestre. En global, il n'a toutefois pas retrouvé à fin 2013 son niveau moyen de longue période. La situation conjoncturelle reflète la sortie de la récession en France comme en Zone Euro avec toutefois une visibilité encore faible.

En 2013, le PIB progresserait très légèrement (+ 0,2 % ; acquis au 3ème trimestre 2013 + 0,1 %), après une croissance nulle en 2012. Les rebonds des deuxième et quatrième trimestres ont fait contrecoup au recul des deux autres trimestres ; ces à-coups se sont accompagnés d'une stagnation de la demande de crédit de la part des entreprises et d'une légère progression de celle des particuliers, en l'absence d'un durcissement des conditions d'octroi. La contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB atteindrait 0,1 point en 2013 après - 0,1 en 2012. Les dépenses de consommation des ménages se sont raffermies (+ 0,3 point), rattrapant le recul de 2012 (- 0,4 point), du fait de la légère progression du pouvoir d'achat disponible brut de 0,4 point (après - 0,9 en 2012), liée au ralentissement de la hausse des prix de consommation (+ 0,7 % après + 1,3 % en 2012). L'investissement des entreprises a reculé de 1,9 point en 2013, après - 1,9 % en 2012. Les investissements des ménages se sont dégradés (- 3,8 %) après une année 2012 déjà en baisse (- 0,4 %). La variation des stocks a eu une contribution positive de 0,2 point à la croissance du PIB en 2013, compensant la contribution négative des échanges extérieurs (- 0,2 point) après une contribution d'un point en 2012.

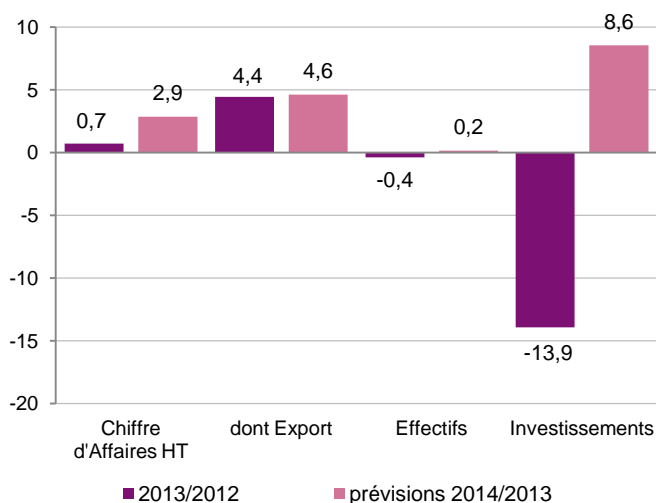
En 2013, le solde des échanges extérieurs de marchandises s'est redressé (- 61,2 milliards contre - 67,2 en 2012), en raison d'un recul des importations supérieur à celui des exportations.

La baisse de l'emploi s'est atténuée par rapport à 2012, avec un recours accru à l'intérim ; le taux de chômage s'est inscrit à 10,9 % en fin d'année 2013.

Les prix à la consommation ont progressé de + 0,8 % à fin décembre 2013 (indice des prix harmonisés) après + 2,0 % fin décembre 2012 : la décélération des prix tient au repli observé dans les produits manufacturés et au ralentissement dans l'énergie et dans une moindre mesure dans les produits alimentaires.



Industrie (variations en pourcentage)

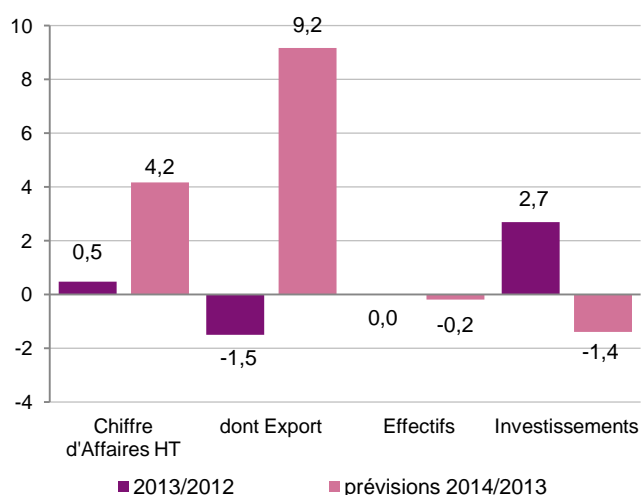


Grâce au soutien des exportations, l'année 2013 est marquée par une légère progression de l'activité d'ensemble dans l'industrie. La meilleure orientation de la demande, toujours plus dynamique sur les marchés internationaux, induit des prévisions de production plus confiantes pour 2014.

L'emploi a subi une érosion en 2013. La stabilité des effectifs prévaudrait en 2014.

Comme anticipé, l'investissement a enregistré un nouveau recul significatif en 2013. Dans un contexte de reprise modérée de l'activité en 2014, les dépenses engagées progresseraient et concerneraient essentiellement des programmes de modernisation des équipements.

Services (variations en pourcentage)



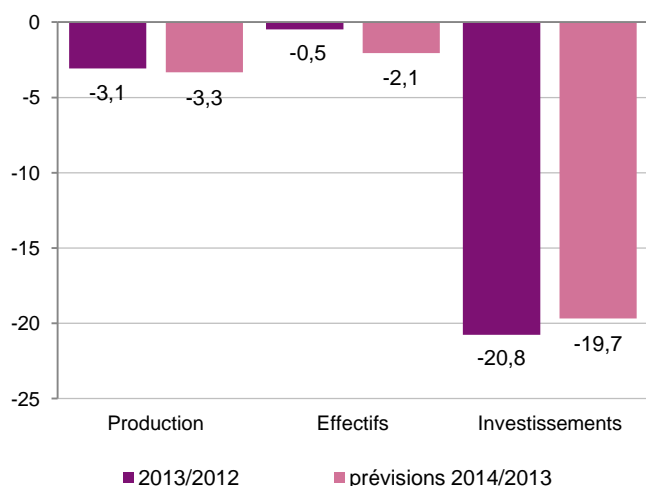
Les transactions ont à peine progressé en 2013 sur un rythme plus modéré que prévu dans l'ensemble des filières. L'activité devrait s'accroître de façon plus marquée au cours de l'exercice 2014.

Le niveau des exportations a fléchi en 2013. Un regain d'activité est toutefois attendu à l'international l'an prochain.

Les effectifs sont demeurés quasiment stables durant l'exercice 2013 et ne devraient guère varier en 2014.

Succédant à un cycle plutôt bas en 2012, l'effort d'investissement s'est redressé en 2013. Le montant des programmes marquerait un ralentissement en 2014.

Construction (variations en pourcentage)



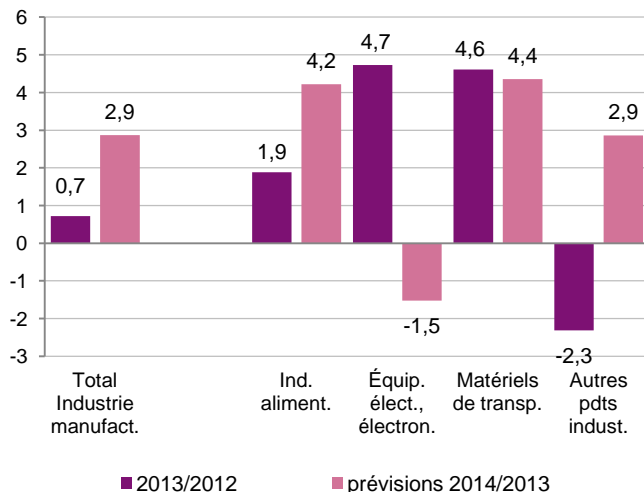
La production a reculé en 2013. Un nouveau tassement de l'activité d'ensemble est anticipé pour 2014.

Les effectifs sont orientés à la baisse en 2013. En 2014, la sollicitation des personnels intérimaires se ralentirait et la situation de l'emploi se dégraderait dans l'ensemble de la filière.

Compte tenu du manque de visibilité mis en avant par de nombreuses entreprises, les programmes d'investissement se sont réduits. Un nouveau recul des dépenses globales est attendu en 2014.

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2013/2012 (en pourcentage)



Une progression modérée des chiffres d'affaires a été observée.

Après trois années d'activité dynamique, l'industrie régionale connaît des évolutions contrastées pour enregistrer une augmentation d'ensemble plus modérée. Ainsi, une hausse moins marquée que précédemment s'est poursuivie dans l'agroalimentaire, la fabrication de matériels de transports et dans l'industrie des équipements électriques et électroniques. En revanche, le secteur des autres produits industriels (notamment chimie, métallurgie et sidérurgie) s'est inscrit en recul.

Les prévisions tablent sur une augmentation globale de l'activité en 2014.

Les exportations

Évolution des exportations 2013/2012 (en pourcentage)



Comme attendu, les échanges extérieurs ont soutenu l'activité.

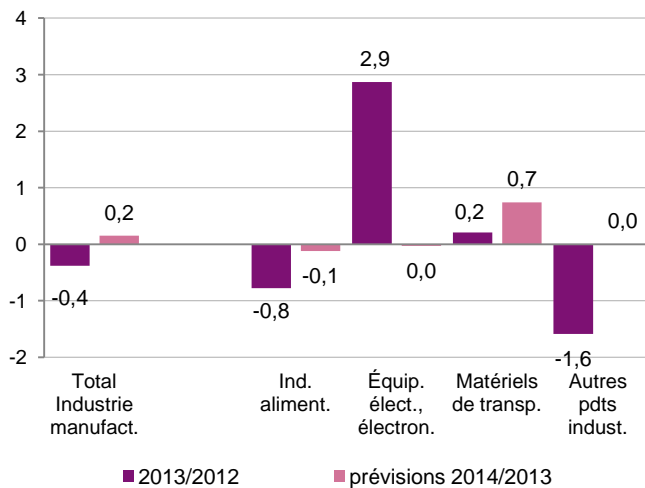
Les exportations ont continué de porter l'activité de l'ensemble des secteurs de l'économie régionale même si elles ont été moins dynamiques qu'au cours de l'exercice précédent.

L'industrie des équipements électriques et électroniques a enregistré les meilleures performances de la filière. Les compartiments des autres produits industriels et des matériels de transports se sont montrés assez actifs. Cette dernière branche a notamment confirmé son ancrage à l'international.

Les perspectives resteraient favorables en 2014 sur les marchés internationaux.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2013/2012 (en pourcentage)



En ligne avec les prévisions, l'emploi s'est légèrement tassé.

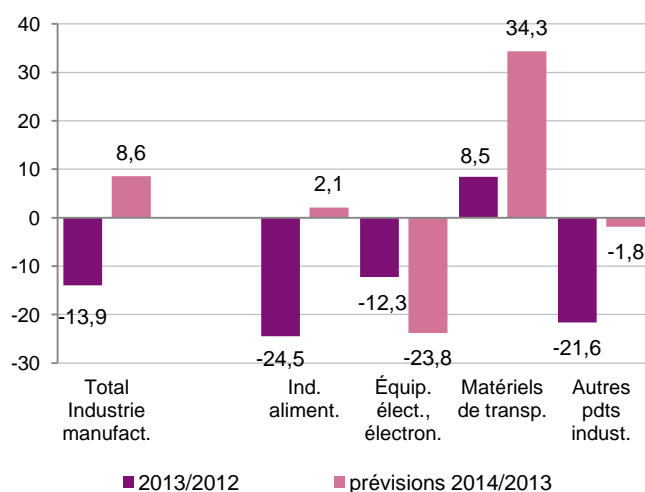
Comme précédemment, le recours à l'intérim a servi de variable d'ajustement des effectifs dans un contexte d'activité offrant une visibilité parfois réduite.

Dans le secteur des équipements électriques et électroniques, le renforcement de l'emploi est essentiellement lié à la hausse des intérimaires. Dans les autres branches, l'érosion des effectifs est induite par le non-renouvellement des départs. La baisse des intérimaires est significative dans le secteur des autres produits industriels.

La situation de l'emploi se stabiliserait en 2014.

Les investissements

Évolution des investissements 2013/2012 (en pourcentage)



Les dépenses d'investissement se sont de nouveau réduites.

Le ralentissement des programmes d'investissement s'est confirmé dans les équipements électriques et électroniques et, de manière plus accentuée, dans les secteurs des industries agroalimentaires et des autres produits industriels.

L'industrie des matériels de transport a continué d'investir de manière importante. De fait, la progression de l'activité a induit le maintien d'un rythme soutenu de dépenses destinées à moderniser et accroître les équipements existants.

Enfin, les investissements immobiliers (principalement dans les matériels de transports et dans les autres produits industriels) se sont accrus de plus de 9,5 %. Ils représentent désormais pratiquement le quart de l'ensemble des dépenses.

Une reprise des investissements est attendue en 2014.

Bilan 2013/2012 (variations en pourcentage)

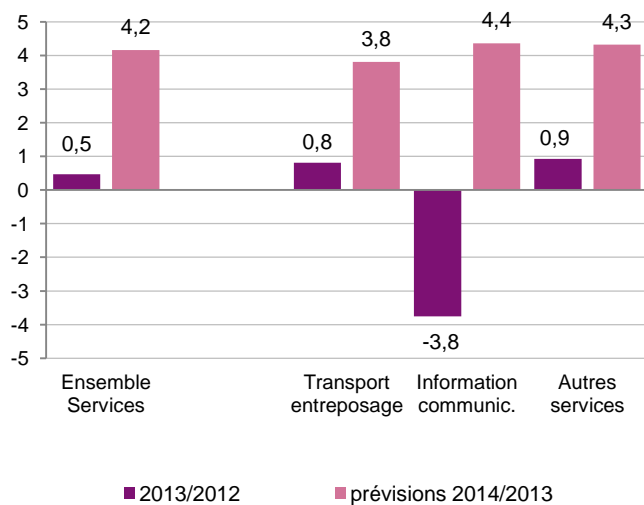
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2013/2012				
Industrie alimentaire	1,9	1,2	-0,8	-24,5
Équipement électriques, électroniques	4,7	11,3	2,9	-12,3
Matériels de transport	4,6	5,7	0,2	8,5
Autres produits industriels	-2,3	2,3	-1,6	-21,6
Total industrie manufacturière	0,7	4,4	-0,4	-13,9

Prévisions 2014/2013 (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2014/2013				
Industrie alimentaire	4,2	5,3	-0,1	2,1
Équipement électriques, électroniques	-1,5	-1,9	0,0	-23,8
Matériels de transport	4,4	5,1	0,7	34,3
Autres produits industriels	2,9	6,0	0,0	-1,8
Total industrie manufacturière	2,9	4,6	0,2	8,6

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2013/2012 (en pourcentage)



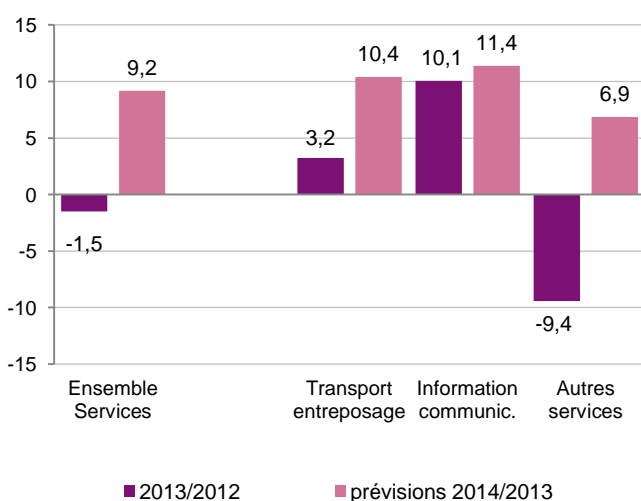
Les chiffres d'affaires ont très légèrement progressé.

Une hausse mesurée de l'activité a été enregistrée dans les différentes activités spécialisées et de soutien aux entreprises (activités juridiques, conseil, publicité et nettoyage-entretien). Dans les transports, la tendance est demeurée positive malgré une vive pression concurrentielle sur les tarifs. Seul le compartiment de l'information-communication s'est inscrit en repli en dépit des bons résultats obtenus dans la branche des activités informatiques.

Les prévisions font état d'une augmentation plus marquée de l'activité qui concernerait l'ensemble des filières.

Les exportations

Évolution des exportations 2013/2012 (en pourcentage)



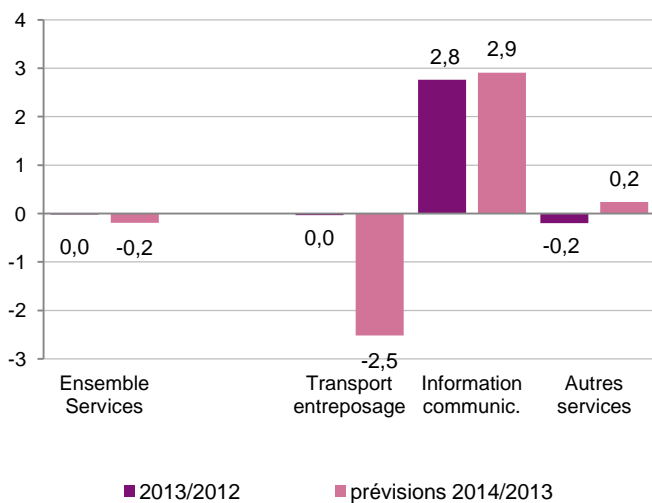
Les exportations se sont tassées dans l'ensemble.

Comme attendu, les marchés exports ont reculé dans les activités spécialisées et de soutien aux entreprises, en particulier dans l'ingénierie technique. En revanche, dans les transports, la conjoncture est apparue plus favorable à l'international pour la deuxième année consécutive.

Un redressement du rythme des exportations est attendu en 2014.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2013/2012 (en pourcentage)



La situation de l'emploi s'est globalement stabilisée.

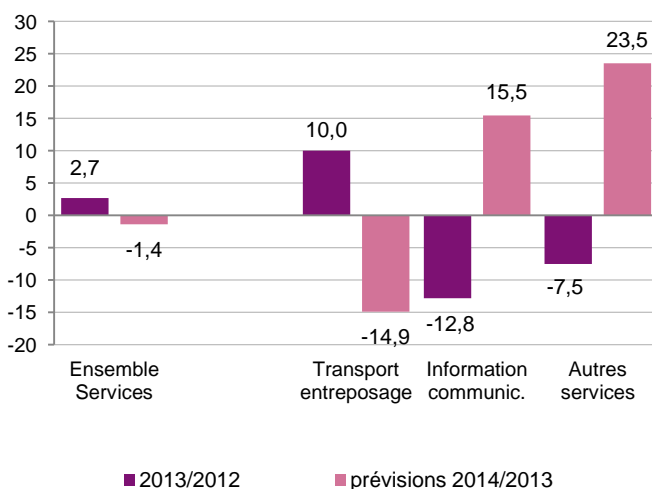
Les effectifs ont faiblement évolué dans les secteurs des transports et des activités spécialisées et de soutien aux entreprises. Dans le prolongement des années précédentes, une progression est enregistrée dans l'information-communication, principalement dans la filière des activités informatiques.

On note dans l'ensemble des branches un moindre recours aux contrats intérimaires, comme en atteste la baisse des effectifs missionnés dans la filière du travail temporaire.

Les effectifs évolueraient peu en 2014.

Les investissements

Évolution des investissements 2013/2012 (en pourcentage)



Une reprise des investissements s'est dessinée.

Seul le secteur des transports a accru ses dépenses pour des montants significatifs, impulsant la tendance d'ensemble. De leur côté, les entreprises d'information-communication et d'activités spécialisées ont réduit leurs programmes d'investissement.

Les dépenses seraient légèrement revues à la baisse en 2014, confirmant leur nature cyclique.

Bilan 2013/2012 (variations en pourcentage)

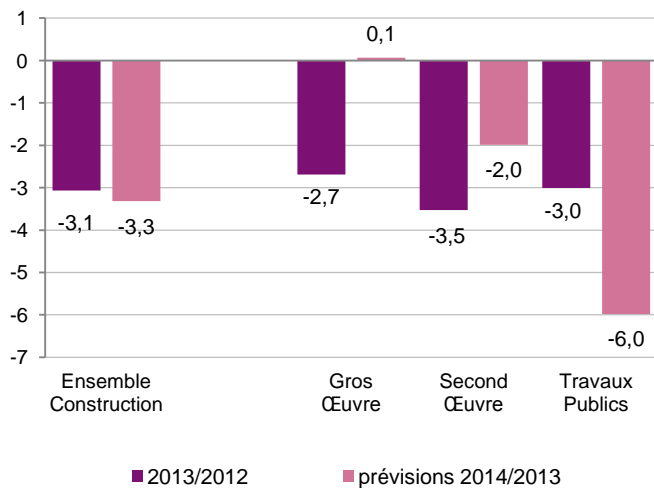
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2013/2012				
Transport entreposage	0,8	3,2	0,0	10,0
Information communication	-3,8	10,1	2,8	-12,8
Autres services	0,9	-9,4	-0,2	-7,5
Total services aux entreprises	0,5	-1,5	0,0	2,7

Prévisions 2014/2013 (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2014/2013				
Transport entreposage	3,8	10,4	-2,5	-14,9
Information communication	4,4	11,4	2,9	15,5
Autres services	4,3	6,9	0,2	23,5
Total services aux entreprises	4,2	9,2	-0,2	-1,4

La production

Évolution de la production 2013/2012 (en pourcentage)



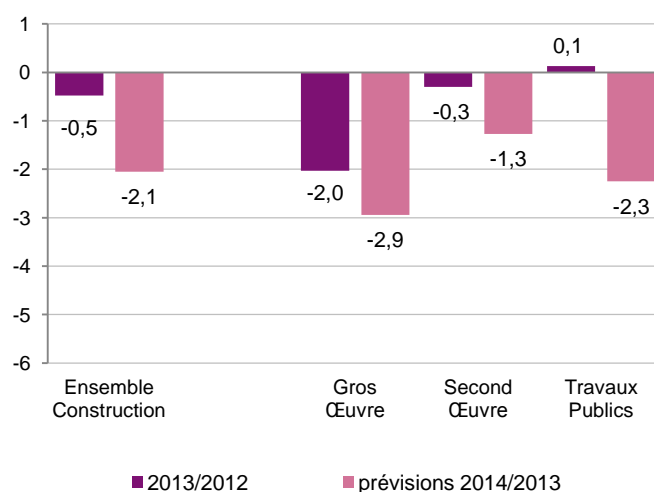
Comme attendu, la production a amorcé un recul dans son ensemble.

La baisse de la demande observée au cours de l'année 2013 a induit un ralentissement de la sollicitation des capacités productives, notamment au cours du premier semestre dans le secteur du gros œuvre. En dépit de la hausse des entrées en commandes intervenue au second semestre dans le second œuvre et les travaux publics, l'activité de ces secteurs s'est également inscrite en repli.

La visibilité se réduirait pour l'ensemble de la filière en 2014 et l'activité enregistrerait un nouveau tassement, davantage marqué par un effet prix dans les travaux publics.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2013/2012 (en pourcentage)



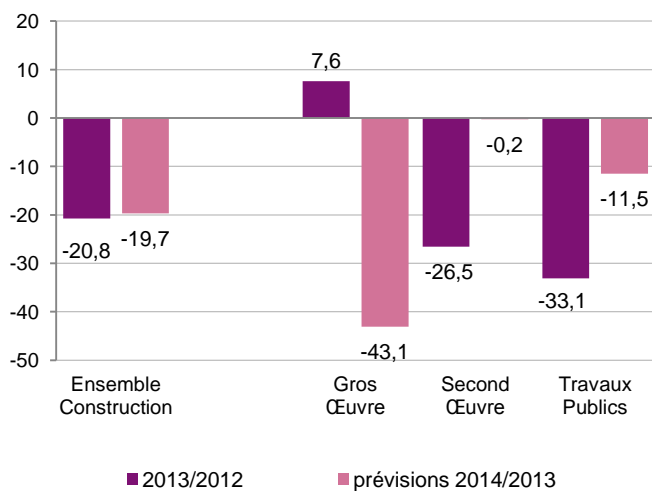
L'érosion des effectifs s'est poursuivie.

Le recul des effectifs permanents est apparu assez important dans le gros œuvre. Dans ce contexte, si l'intérim a permis de pallier les nombreux à-coups de production, il s'est réduit d'une année sur l'autre. Un tassement des emplois s'est dessiné dans le second œuvre. Enfin, une légère progression a globalement prévalu dans le secteur des travaux publics.

L'emploi enregistrerait un nouveau repli en 2014. Le moindre recours aux personnels intérimaires se poursuivrait dans l'ensemble de la filière.

Les investissements

Évolution des investissements 2013/2012 (en pourcentage)



Les dépenses d'investissement se sont réduites.

La faible visibilité à moyen terme, conjuguée au ralentissement des entrées d'ordres, a induit un repli assez marqué des programmes d'investissement. L'attentisme a touché tous les secteurs à l'exception du gros œuvre, en légère progression. Les dépenses engagées s'inscrivent en deçà des besoins compte tenu de l'obsolescence de certains matériels.

Une nouvelle baisse du cycle d'investissement interviendrait en 2014 dans l'ensemble de la filière.

Bilan 2013/2012 (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2013/2012			
Gros œuvre	-2,7	-2,0	7,6
Second œuvre	-3,5	-0,3	-26,5
Travaux publics	-3,0	0,1	-33,1
Total construction	-3,1	-0,5	-20,8

Prévisions 2014/2013 (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2014/2013			
Gros œuvre	0,1	-2,9	-43,1
Second œuvre	-2,0	-1,3	-0,2
Travaux publics	-6,0	-2,3	-11,5
Total construction	-3,3	-2,1	-19,7

En début d'année, les succursales de la Banque de France de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur procèdent à une enquête auprès des chefs d'entreprises et d'établissements sur les résultats de l'exercice écoulé et les perspectives de l'année en cours.

Les données collectées dans des délais rapides portent sur les éléments suivants : les effectifs au 31 décembre (y compris le personnel intérimaire), le chiffre d'affaires total hors taxes, la production totale dans la construction, les exportations, les investissements corporels, quel que soit leur mode de financement (y compris par crédit-bail).

Pour l'enquête sur l'exercice 2013, le Secrétariat régional a traité les réponses de 1 038 entreprises, soit 175 685 emplois et 31 Milliards d'euros de chiffres d'affaires.

Les résultats sont présentés par référence à la classification de la Nomenclature d'Activités Française élaborée par l'INSEE (NAF rév. 2).

TERMINOLOGIE

Ind. aliment.	:	Industries Alimentaires
Matériels de transp.	:	Matériels de transport
Équip. élect.,électron.	:	Équipement électrique et électronique
Autres pdts indust.	:	Autres produits industriels
		<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
		<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
		<i>3. Industrie chimique</i>
		<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
		<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
		<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
		<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>
Information communic.	:	Information et communication
Autres services	:	Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES
sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques et enquêtes"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0512-EMC-UT@banque-france.fr

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse électronique de votre entreprise.